



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

SÉANCE DU JEUDI 24 SEPTEMBRE 2015

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Développement Economique,
Emploi, Formation et Tourisme

Nombre de Membres		
Afférents au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	60

Objet de la
délibération:
**Adhésion de la
Communauté
d'Agglomération
Dracénoise à
l'association Terre
de lien PACA**

L'an deux mille quinze le vingt quatre septembre à dix huit heures trente, *le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Président.*

PRÉSENTS :

Olivier AUDIBERT-TROIN, Claude PIANETTI, Jacques LECOINTE, Claude ALEMAGNA, Alain PARLANTI, Bernard CHILINI, Liliane BOYER, Valérie MARCY, Gilbert GALLIANO, Raymond GRAS, Hugues MARTIN, Daniel MARIA, Fabien MATRAS, Nicole FANELLI, Richard STRAMBIO, Georges ROUVIER, Yves BACQUET, Christophe CARRIERE, Sophie DUFOUR, Frédéric MARCEL, Franck AMBROSINO, Anne-Marie AMOROSO, Alain BOUCHER, Alain CAYMARIS, Stéphan CERET, Bernard CHARDES, Anne-Marie COLOMBANI, Brigitte DUBOUIS, Francine FIORINI, Sylvie FRANCIN, Nathalie GONZALES, Malika GUELLATI, Marie-Christine GUIOL, Mathilde KOUJI-DECOURT, Françoise LEGRAIEN, Fabrice MAGAUD, André MENET, Jacques MICHEL, Jean-Pierre MOMBAZET, Christine NICCOLETTI, Michèle PELASSY, Christine PREMOSELLI, Francine REGAZZETTI, Laure REIG, Régis ROUX, Thierry RUDNIK, Jean-Daniel SANTONI, Sylvain SENES, Valéria VECCHIO, Alain VIGIER

REPRÉSENTÉS :

Gérald PIERRUGUES pouvoir à Yves BACQUET, Serge BALDECCHI pouvoir à Nicole FANELLI, Jutta AUGUIN pouvoir à André MENET, Christine CHALOT-FOURNET pouvoir à Nathalie GONZALES, Caroline COLLOMBAT pouvoir à Bernard CHILINI, Alain HAINAUT pouvoir à Brigitte DUBOUIS, Yves LE POULAIN pouvoir à Valérie MARCY, Grégory LOEW pouvoir à Sophie DUFOUR, Thierry PESCE pouvoir à Régis ROUX, David SONNEVILLE pouvoir à Alain VIGIER

ABSENTS :

Gilbert BOUZEREAU, Florence LEROUX, Sandrine MARY-BOUZEREAU

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Madame Mathilde KOUJI-DECOURT

RAPPORTEUR : Monsieur Gilbert GALLIANO

Transmis le : 01.10.2015

Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982

Communauté d'Agglomération
Dracénoise

Affiché le 01.10.2015

Créée en 2003, l'association « Terre de lien » accueille et accompagne les agriculteurs pour leur accès à la terre.

Cette association a tissé un réseau de représentations régionales sur tout le territoire national. Elle a mis en place une société d'investissement foncier, solidaire et ouverte aux citoyens et une fondation reconnue d'utilité publique, habilitée à recevoir des legs, des donations de fermes et des subventions d'investissement.

L'association assure les missions suivantes :

- soutenir des projets socialement, écologiquement et économiquement pérennes,
- encourager les dynamiques collectives et solidaires en milieu rural et périurbain,
- renforcer par des actions la réflexion sur la gestion respectueuse de la terre.

Sont à l'origine de « Terre de lien PACA » : l'association pour le développement rural et l'emploi (ADRETS) à Gap, l'AMAP « Alliance Provence » à Orgon (13), l'AMAP « le Panier marseillais », l'association « Mémoire à lire Territoire à l'écoute » (Hyères), « Bio Provence », « l'Association paritaire action sociale » à Marseille, « Arenes » : association participative à Marseille, CFPPA Carnejane à Digne.

« Terre de lien PACA » comptait en fin 2014, 500 adhérents dont des associations, des collectivités locales, des AMAP et des magasins BIOCOP.

Outre des actions de sensibilisation du grand public, « Terre de lien » a engagé un partenariat avec le Conseil Régional PACA sur l'acquisition de foncier agricole via la fondation. Par ailleurs, « Terre de lien » a procédé à l'installation de jeunes agriculteurs comme, par exemple, à La Brigue dans les Alpes Maritimes, à proximité d'Aubagne ou sur la commune de Forcalquier.

Des projets sont en cours sur une commune du Vaucluse et en Dracénie, sur la commune de Sillans-la-Cascade.

Pour chaque projet, l'association met en place un groupe de travail avec les partenaires locaux, parmi lesquels la SAFER, les services de l'État, la commune concernée, des agriculteurs, la chambre d'agriculture, le conseil départemental et le conseil régional.

Au regard de la compétence de la Communauté d'Agglomération Dracénoise en matière agricole et du projet territorial qu'elle porte en faveur de l'agriculture, l'association souhaiterait initier des relations de travail avec la Communauté d'Agglomération Dracénoise.

L'adhésion de la Communauté d'Agglomération Dracénoise à l'association lui permettrait :

- d'assurer son rôle d'animateur,
- de bénéficier du réseau « Terre de lien » et de son expertise,
- d'intégrer le groupe de travail qui traite du projet de reprise de terres agricole à Sillans-la-Cascade et à ceux qui seront constitués au fur et à mesure de l'apparition d'opportunités foncières agricoles,
- de participer aux jurys d'examen des candidatures de jeunes agriculteurs souhaitant s'installer.

En conséquence et au vu de l'avis de la commission agriculture du 22 juillet 2015, il est proposé au Conseil d'agglomération de bien vouloir :

- approuver l'adhésion de la Communauté d'Agglomération à l'association « Terre de lien PACA »,
- verser le montant de la cotisation annuelle de 50€ (imputation budgétaire 6281-90),
- désigner Monsieur Galliano comme représentant de la CAD au sein de l'Association.

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré A L'UNANIMITE, décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 24 septembre 2015



Olivier AUDIBERT-TROIN

Président
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois vaut rejet.